



PUBLICITE



Jean Pisani-Ferry, directeur du centre d'études Bruegel

## "L'Union risque de se retrouver avec un budget qui privilégie les politiques du passé"

LE MONDE | 15.06.05 | 13h31

BRUXELLES de notre bureau européen

### Que vous inspire la bataille en cours sur le budget européen ?

C'est la victoire de Mme Thatcher, car la négociation est dominée par la logique du juste retour : chacun paye sa contribution, et essaye ensuite d'en récupérer le maximum -en bénéficiant des politiques communautaires-. Cette optique a été introduite avec la création du rabais britannique il y a plus de vingt ans. Elle a contaminé toute la discussion. La notion même de budget communautaire perd son sens. La raison d'être d'un budget est pourtant de financer des dépenses communes qui ont une utilité d'ensemble.

### N'est-il pas compréhensible que les opinions publiques demandent de savoir ce que leur pays tire du budget ?

Ce qui est légitime, c'est de demander des comptes sur l'efficacité de la dépense, de vouloir déterminer si la population bénéficie de l'appartenance à l'UE. Mais le juste retour, c'est la prédominance d'une conception étroite de l'intérêt national, au mépris du bien commun. Cette logique nourrit l'égoïsme, comme on l'a vu aux Pays-Bas, où cette problématique a dominé le référendum. Elle est techniquement contestable, comme le montre une étude récente de Notre Europe -fondation créée par Jacques Delors-.

Elle n'est pas non plus fondée sur le plan économique. Apprécier la qualité d'un budget en fonction des retours nationaux, c'est confondre les bénéfices comptables et les bénéfices économiques. Ces derniers sont évidemment difficiles à quantifier, mais la vraie question est quand même là. Prenez le cas de la recherche : l'important n'est pas de savoir si ce sont des chercheurs français, allemands ou belges qui vont utiliser les fonds, mais si ces programmes vont aboutir à des innovations qui vont avoir, elles, un bénéfice général. La raison d'être d'un budget communautaire, ce sont avant tout les biens publics européens.

### Quelle doit être la vocation du budget européen, selon vous ?

Ce budget représente à peine un quarantième de la dépense publique dans l'Union. Il faudrait compenser cette faible taille par une grande sélectivité de la dépense. Sa vocation pourrait être de financer les priorités communautaires sur une période de cinq ans. Aujourd'hui, les priorités affichées sont la croissance, la recherche, l'innovation, mais on n'en trouve guère trace dans les discussions budgétaires, malgré les propositions de la Commission.

Il y avait deux solutions : remettre en cause les dépenses existantes, comme la politique agricole commune (PAC) et les fonds structurels destinés aux régions pauvres, ou accroître le budget communautaire. La Commission a choisi la deuxième approche : elle ne touchait pas à la PAC mais elle prévoyait une augmentation des dépenses pour financer des politiques nouvelles. Mais ensuite, l'opposition entre la Commission, les Etats qui souhaitent limiter le budget à 1 % du produit intérieur brut européen, et ceux qui voulaient préserver les dépenses existantes a conduit à un rabotage des dépenses d'avenir. On risque fort de se retrouver avec un budget qui privilégie les politiques du passé.

### Pour qui prenez-vous partie dans la querelle sur le "rabais" britannique ?

Dans une logique de jeu à somme nulle, vous pouvez prendre parti pour l'un ou pour l'autre, mais fondamentalement tout le monde a tort. Au lieu de rechercher le bénéfice collectif, vous vous mettez dans une équation dans laquelle les gains des uns sont les pertes des autres.

Les Britanniques ont tort de ne pas vouloir remettre en cause leur rabais, les Français de ne pas vouloir toucher à la PAC, les Allemands de se braquer sur leur contribution, les Espagnols et les Italiens de s'accrocher aux fonds structurels.

### Quels sont les domaines qui vous sembleraient prioritaires ?

Parmi les biens publics européens, le plus évident est théoriquement la défense, mais on n'en est pas là. Il y a la recherche. Il y a l'enseignement supérieur, car c'est l'Europe dans son ensemble qui parviendra, ou pas, à maintenir sur son territoire des universités de

rang mondial. Il y a aussi l'environnement.

A côté de ses dépenses propres, le budget communautaire pourrait ensuite avoir un rôle incitatif en cofinçant des politiques nationales qui participent d'une orientation commune. Enfin, il faut, bien entendu, favoriser l'intégration et le rattrapage des nouveaux Etats membres.

### **La priorité donnée aux nouveaux Etats membres, quitte à réduire les soutiens dans les pays riches, est-elle appropriée ?**

Elle est juste, même si je ne suis pas sûr qu'elle soit suffisante. Il faut accélérer la convergence des Etats en retard sur le plan économique. C'est l'intérêt de l'Union après le récent élargissement : plus le rattrapage sera rapide, moins les pressions salariales ou migratoires seront fortes. Tout le monde était très inquiet vis-à-vis de l'Espagne au début des années 1980. Nous avons été généreux avec elle, et aucun des scénarios catastrophes imaginés à l'époque ne s'est concrétisé.

Aujourd'hui, il est vital de faire de l'élargissement un facteur de croissance pour l'Union, de faire naître une nouvelle organisation industrielle de l'Europe élargie qui renforce sa compétitivité d'ensemble, même si cela implique des délocalisations partielles vers les nouveaux membres. L'industrie allemande s'est déjà réorganisée sur cette base, et l'Allemagne est redevenue la première puissance exportatrice mondiale.

Il faut donc concentrer les efforts sur les pays pauvres, plutôt que saupoudrer. L'objectif des fonds structurels versés aux régions françaises est d'ailleurs plus politique qu'économique. On a voulu que les citoyens voient l'Europe à leurs portes, pour les convaincre des vertus de l'intégration européenne.

Apparemment, cela n'est pas suffisant, si l'on en croit les résultats du référendum. La vraie valeur ajoutée européenne, c'est la croissance. Ce qui a manqué en France c'est le sentiment que l'Union est un facteur de prospérité qui contribue à résoudre nos problèmes. Ce n'est pas de pouvoir dire que telle route, ou telle piscine, ont été financées par les fonds européens.

### **Après le double non au référendum, le budget en cours de discussion peut-il permettre de rebondir ?**

Trouver un accord et manifester ainsi une volonté commune de surpasser l'échec de ces scrutins aurait certainement valeur de signal. Mais cette logique de l'annonce ne doit pas faire oublier une logique de plus long terme qui invite à réfléchir, en particulier après les référendums, à ce que doit faire l'Union, aux moyens dont elle a besoin, et à la nature de son financement.

**Propos recueillis par Thomas Ferenczi et Philippe Ricard**

Article paru dans l'édition du 16.06.05

▼ PUBLICITE

[voyages-sncf.com](http://voyages-sncf.com)



**Le Monde.fr**

- » A la une
- » Archives
- » Examens
- » Météo
- » Emploi
- » Voyages
- » Le Desk
- » Forums
- » Culture
- » Carnet
- » Shopping
- » Newsletters
- » Opinions
- » Blogs
- » Finances
- » Immobilier
- » Nautisme
- » RSS

**Le Monde**

- » Abonnez-vous 15€ par mois
- » Déjà abonné au journal
- » Découvrez "Le Musée du Monde"



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Conditions générales de vente | Qui sommes-nous ? | Aide